



**Convention sur l'élimination
de toutes les formes de
discrimination à l'égard
des femmes**

Distr.
LIMITÉE

CEDAW/C/1998/I/L.1/Add.5
30 janvier 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ POUR L'ÉLIMINATION DE
LA DISCRIMINATION À L'ÉGARD
DES FEMMES
Dix-huitième session
19 janvier-6 février 1998

ADOPTION DU RAPPORT DU COMITÉ POUR L'ÉLIMINATION
DE LA DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES FEMMES SUR
LES TRAVAUX DE SA DIX-HUITIÈME SESSION

Projet de rapport

Rapporteur : Mme Aurora JAVATE DE DIOS

Additif

IV. EXAMEN DES RAPPORTS PRÉSENTÉS PAR LES ÉTATS PARTIES
EN APPLICATION DE L'ARTICLE 18 DE LA CONVENTION

B. Examen des rapports

1. Rapports initiaux des États parties

République tchèque

1. Le Comité a examiné le rapport initial de la République tchèque (CEDAW/C/CZE/1) à ses 370e et 371e séances, le 26 janvier 1998, et à sa 373e séance, le 27 janvier.
2. En présentant le rapport, la représentante de la République tchèque a indiqué que plus de deux années s'étaient écoulées depuis la soumission du rapport initial de son pays et que, par conséquent, elle axerait son intervention sur des faits nouveaux importants à signaler en ce qui concerne la protection des droits de la femme en tant qu'individu.
3. La représentante a fait mention de la ratification d'un certain nombre d'instruments adoptés par l'Organisation internationale du Travail (OIT), notamment les Conventions 89, 100 et 101. Elle a également cité plusieurs modifications apportées à la législation, à savoir l'adoption d'amendements relatifs à la loi sur l'emploi (1/1991), à la loi sur les salaires (1/1992), à

la loi sur les traitements (143/1992) et à la loi sur l'assurance vieillesse (155/1995). Le Comité a ensuite été informé de l'existence de prestations qui étaient différenciées en fonction du sexe et, dans le cas des femmes, en fonction du nombre d'enfants, pour les pensions de retraite.

4. Bien qu'il n'y ait pas eu de changements radicaux dans l'assurance maladie ou dans les allocations sociales depuis 1994, certaines prestations relevant de l'assurance maladie avaient été transférées au régime des allocations sociales géré par l'État en 1995, dans le but de regrouper les allocations et prestations octroyées par l'État et d'apporter ainsi une aide aux familles avec enfants dans le cadre d'un régime unique.

5. Des faits nouveaux survenus récemment avaient contribué au développement de la société civile, notamment la création d'organisations féminines, engendrant des activités, conférences et ateliers consacrés à des questions particulières intéressant les femmes, telles que la violence à l'intérieur de la famille, la violence contre les femmes en général et les actes criminels dont les femmes étaient victimes.

6. La représentante a ensuite fait part au Comité de l'existence de programmes relatifs à l'éducation et à la formation professionnelle qui s'adressaient spécifiquement aux femmes et décrit certains des facteurs socioéconomiques qui influaient largement sur la situation des femmes dans la société et sur le marché de l'emploi. Elle a également noté l'importance des crèches et la corrélation existant entre leur nombre et le taux d'emploi des femmes.

7. La représentante a indiqué que le décret No 261/97 définissait explicitement les emplois et lieux de travail qui étaient interdits pour les femmes en général, les femmes enceintes, les mères jusqu'à la fin de la période de neuf mois qui suit la naissance de leur enfant et les jeunes, respectivement. Elle a également fait état d'un projet de loi qui énonçait des règles à respecter en matière de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.

8. La représentante a cité un certain nombre de programmes et projets d'action sanitaire en faveur des femmes, y compris ceux relatifs au VIH/sida, qui étaient axés essentiellement sur la santé en matière de reproduction.

9. La représentante a déclaré que la prostitution, même si elle n'était pas assimilée à une infraction pénale, était un problème de plus en plus répandu, causé principalement par les migrations illégales. On était également préoccupé par le fait que la prostitution organisée continuait d'être une source lucrative de revenus pour des associations de malfaiteurs. La République tchèque avait adopté une série de mesures pour lutter contre la prostitution, en créant par exemple une unité spéciale chargée de détecter la criminalité organisée.

10. La représentante a fait référence aux fondements du système juridique tchèque qui protégeaient les droits de la femme, en mettant l'accent sur le citoyen considéré en tant qu'individu, et en partant du principe que l'homme et la femme devaient bénéficier d'une protection uniforme, égale et universelle.

11. En conclusion, la représentante de la République tchèque a dit qu'elle serait heureuse de répondre aux questions du Comité afin qu'il puisse se faire une idée complète et objective de la situation des femmes dans ce pays.

Aspects positifs

12. Le Comité a complimenté le Gouvernement de la République tchèque pour avoir manifesté un engagement explicite en faveur de la protection des droits de l'homme de ses citoyens après la proclamation de l'indépendance du pays.

13. Le Comité a noté avec satisfaction que la délégation de la République tchèque s'était montrée réceptive à l'égard de ses observations et suggestions.

14. Le Comité a également jugé que les renseignements complémentaires et actualisés présentés dans le cadre de l'exposé oral fait par la représentante de la République tchèque étaient utiles pour comprendre la situation des femmes et mesurer le degré d'application de la Convention dans la République tchèque.

15. Le Comité était particulièrement satisfait des indications que la délégation avait données dans son exposé oral sur la création très récente de ce qui pouvait être considéré comme l'amorce d'un mécanisme national au sein du Ministère du travail et des affaires sociales. Dans le même ordre d'idées, le projet d'établissement d'un plan national confié à une commission de la condition de la femme, que l'on avait mentionné, était une initiative particulièrement bienvenue.

16. Le Comité a noté que la condition de la femme avait enregistré des progrès appréciables en République tchèque, sous le régime précédent, en particulier sur les plans de l'éducation, de la participation des femmes à la vie économique et publique, de l'expression des garanties constitutionnelles et juridiques relatives à l'égalité entre les sexes et de l'institutionnalisation des aides sociales pour la prise en charge des enfants. S'il était vrai que, dans la pratique, ces principes avaient souvent eu pour effet d'imposer, de façon inéquitable, une double charge aux femmes et de porter atteinte à leurs droits individuels, ils constituaient néanmoins des acquis importants dans la lutte contre les conceptions stéréotypées qui existaient sur leur rôle.

17. Le Comité était également heureux de constater que les normes de protection appliquées sur tout le territoire de la République tchèque dans le domaine de la santé en général, et de la santé maternelle en particulier, étaient élevées. Dans ce contexte, il a noté avec une satisfaction particulière que la République tchèque affichait des taux de mortalité infantile et périnatale extrêmement faibles.

Facteurs faisant obstacle à la mise en oeuvre de la Convention

18. Le Comité a observé que le rapport de la République tchèque et la présentation orale qui en avait été faite dénotaient, de la part du Gouvernement, une tendance générale à envisager les femmes en tant que mères et dans le contexte de la famille, plutôt qu'en tant qu'individus possédant leurs propres droits et acteurs indépendants intervenant dans la vie publique. Cette conception constituait selon lui un obstacle majeur à la mise en oeuvre de la

/...

Convention car elle reflétait des erreurs fondamentales dans la compréhension de notions extrêmement importantes telles que le rôle dévolu par la société aux hommes et aux femmes, la discrimination indirecte et l'inégalité de fait.

19. Le Comité a été contrarié de noter que, si le Gouvernement était vivement désireux d'améliorer les conditions de vie des femmes en République tchèque, il n'appréhendait pas pleinement les causes structurelles et culturelles de l'inégalité entre les sexes. Après s'être affranchie des restrictions inhérentes à un État totalitaire, où l'on mettait l'accent sur l'emploi des femmes et la prise en charge institutionnelle des enfants, la politique actuellement menée par la République tchèque en faveur des femmes et de la famille avait tendance à exagérer dans l'autre sens et à surestimer le rôle joué par les femmes en tant que mères et au sein de la famille. L'absence, en République tchèque, de mesures particulières visant à améliorer la condition de la femme, hormis celles qui avaient trait à la protection de la grossesse et de la maternité, pouvait donc être considérée comme un obstacle majeur à la mise en oeuvre intégrale de la Convention.

20. Le Comité considérait également que l'absence d'un organisme national doté de moyens appropriés en République tchèque constituait un obstacle sérieux à la mise en oeuvre de la Convention et du Programme d'action de Beijing.

Principaux sujets de préoccupation

21. Le Comité a noté avec préoccupation que si la Constitution, la Charte des droits et libertés fondamentaux, ainsi que plusieurs autres codes, contiennent de nombreuses dispositions en matière d'égalité, la législation tchèque ne définit pas clairement la discrimination et ne s'attaque pas aux inégalités de fait entre les femmes et les hommes.

22. Le Comité a jugé très préoccupant que les femmes soient insuffisamment et de moins en moins représentées aux postes de décision dans le domaine public et que le Gouvernement ne semblait pas prêter attention à ce phénomène, comme en témoignaient l'absence de mesures temporaires prises exceptionnellement pour remédier à la situation et le manque de volonté d'envisager de telles mesures.

23. Le Comité a également constaté avec préoccupation que le nombre des organisations non gouvernementales féminines n'avait cessé de diminuer depuis les premiers jours de la République tchèque. Il a considéré que l'existence d'une société civile active dans laquelle s'exprimait un large éventail d'opinions et d'attitudes favorisait la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes. Il a encouragé également le Gouvernement tchèque à coopérer avec des organisations non gouvernementales représentant des perspectives et des intérêts féminins différents pour appliquer les dispositions de la Convention et surveiller cette application.

24. Le Comité a noté avec une vive inquiétude qu'il n'existait pas de législation régissant en particulier la violence à l'égard des femmes et s'est déclaré alarmé de constater que le Gouvernement ne jugeait pas nécessaire de faire adopter une telle législation. Il a considéré que l'absence de données sur la portée et la fréquence de tels actes de violence en République tchèque ainsi que le manque d'information sur les mesures de prévention, les programmes

d'aide aux victimes de la violence et les programmes de sensibilisation du public, des professionnels de la santé et des forces de l'ordre constituaient une grave lacune.

25. Le Comité s'est également préoccupé de l'absence de mesures et programmes visant à inciter les médias à promouvoir une image positive et globale de la femme et à encourager les hommes à partager les responsabilités familiales.

26. Le Comité a noté avec inquiétude qu'en République tchèque, la prostitution et la traite des femmes étaient abordées exclusivement dans le cadre de la lutte contre le crime organisé. Il a estimé que ces crimes étaient étroitement liés à la transition économique et aux changements socioéconomiques et a reconnu dans l'accroissement du chômage, l'augmentation de la pauvreté et la sortie progressive des femmes de la vie publique et des cercles du pouvoir autant de facteurs qui contribuaient à la prostitution et à la traite des femmes.

27. Le Comité a estimé que la politique de la République tchèque consistant à créer des "écoles d'économie ménagère" qui, tout en n'étant pas officiellement interdites aux garçons, accueillent essentiellement des élèves de sexe féminin et les préparent à jouer des rôles stéréotypés traditionnellement réservés aux filles perpétuait les stéréotypes féminins. Il en est de même de la pratique de certaines écoles qui n'admettent que des garçons en raison de la "différence des aptitudes physiques". Soulignant qu'il importait d'encourager les garçons et les filles à choisir des domaines d'étude non traditionnels afin d'éliminer la discrimination à l'égard des femmes, le Comité n'a pas manqué d'exprimer son inquiétude vis-à-vis de ces écoles. Par ailleurs, il a estimé que l'autosatisfaction qu'affichait le Gouvernement au sujet de la création de telles écoles ne faisait que confirmer la vision déformée que la République tchèque semblait avoir de l'égalité entre les sexes et de l'esprit de la Convention.

28. L'écart existant entre les salaires des femmes et des hommes était particulièrement important compte tenu des politiques gouvernementales encourageant le rôle des femmes dans la famille en République tchèque. En tant que citoyennes d'un pays traversant une période de transition radicale vers l'économie de marché, les femmes de la République tchèque étaient particulièrement vulnérables aux forces de marginalisation que constituaient la rationalisation économique et la privatisation. Cette situation ne pourrait que s'aggraver avec les mesures de protection excessive de la grossesse et de la maternité ainsi que la glorification culturelle des rôles de la femme dans la famille. Le Comité s'est donc déclaré vivement préoccupé par les effets qu'auraient à l'avenir la législation du travail et la législation en matière de protection sociale en vigueur, qui semblaient orienter les femmes vers les rôles traditionnels notamment en exagérant la protection de la maternité et en favorisant les politiques de retraite anticipée pour les femmes.

29. Le Comité a été très troublé par les statistiques concernant les taux d'avortement provoqué en République tchèque, étant donné notamment que les contraceptifs y sont largement disponibles. Il a également déploré le manque d'information et de formation des professionnels de la santé en ce qui concerne les contraceptifs. Compte tenu du caractère partiel des données présentées dans

le rapport oral, le Comité n'était pas entièrement satisfait des renseignements communiqués sur l'état de santé général des femmes en République tchèque.

30. Le Comité a été particulièrement déçu que les interventions orales faites au nom de la République tchèque n'aient pas apporté réponse à ses questions sur les articles 7, 8 et 16 de la Convention. Le taux de divorce enregistré dans le pays étant très élevé, le Comité s'est déclaré vivement préoccupé par les causes de ce phénomène, ainsi que par la protection juridique accordée, le cas échéant, aux femmes vivant en union libre.

Recommandations

31. Le Comité recommande au Gouvernement tchèque de favoriser la mise en place d'un mécanisme national doté des ressources nécessaires et d'un mandat précis pour appliquer les dispositions de la Convention et pour coordonner et surveiller les activités dans ce domaine. Il recommande en outre que la République tchèque, en tant que futur membre de l'Union européenne, tire profit de l'expérience des pays de l'Union et s'emploie à obtenir l'appui de ces derniers en concevant ses mécanismes et en examinant sa législation et ses politiques en matière de lutte contre la discrimination à l'égard des femmes.

32. Le Comité prie instamment le Gouvernement de la République tchèque de réexaminer sa position en ce qui concerne les mesures temporaires qu'il pourrait prendre exceptionnellement pour favoriser la participation des femmes à la vie politique et économique à des postes de responsabilité. À cet égard, il recommande de fixer des objectifs numériques ainsi que des quotas pour augmenter le nombre de femmes qui occupent ces postes.

33. Le Comité suggère également de promulguer une loi spéciale contre la violence à l'égard des femmes et d'encourager les programmes d'éducation et d'information destinés à sensibiliser le public à cette question. À cet égard, il recommande aussi à la République tchèque de lancer un programme de recherche approfondie pour évaluer l'ampleur et la nature de la violence à l'égard des femmes dans le pays.

34. Le Comité recommande de procéder à une étude et à une analyse détaillées de l'incidence de la transition économique et sociopolitique sur les femmes, dans une optique antidiscriminatoire. Il recommande que les politiques et mesures concernant des questions telles que la participation à la vie publique et les rôles de responsabilité, la violence à l'égard des femmes, la prostitution et la traite des femmes, l'éducation et le droit de la famille soient formulées en tenant compte de la façon dont la transition influe sur les changements qui interviennent dans la place et le rôle des femmes dans ces domaines.

35. En ce qui concerne la prostitution et la traite des femmes, le Comité recommande vivement de formuler et d'appliquer des politiques efficaces pour combattre ces crimes. Les mesures à prendre à cet égard devraient consister non seulement à fournir des services aux victimes et à réprimer les auteurs mais aussi à concevoir et à appliquer des politiques sociales et économiques nationales globales de nature à ouvrir des nouveaux débouchés pour les femmes. Le Comité recommande donc que le Gouvernement prenne des mesures efficaces pour

combattre la féminisation de la pauvreté et améliorer la situation économique des femmes de manière à empêcher la prostitution et la traite des femmes.

36. Le Comité prie instamment le Gouvernement de la République tchèque de lancer des programmes spéciaux de formation à l'intention des professionnels de la santé et des campagnes médiatiques destinées à informer le public de l'emploi des contraceptifs et du danger que pose l'utilisation inopportune de l'interruption volontaire de grossesse comme moyen de planification familiale.

37. Le Comité souligne qu'il importe que la République tchèque valorise la femme en tant qu'individu et actrice indépendante dans la vie publique, et recommande au Gouvernement de lancer des initiatives intégrées, systématiques et concrètes pour que l'accent positif que mettent actuellement les lois et les pouvoirs publics sur le rôle des femmes dans la vie privée soit accompagné par un intérêt tout aussi important pour leurs fonctions dans la vie publique. À cet égard, le Comité recommande également au Gouvernement d'encourager les hommes – grâce à des campagnes d'information dans les médias, aux programmes scolaires et à des mesures temporaires prises à titre exceptionnel, telles que l'utilisation du congé de paternité – à partager les responsabilités familiales à égalité avec les femmes.

38. Le Comité prie le Gouvernement de la République tchèque à diffuser largement dans tout le pays la Convention et les diverses recommandations du Comité, ainsi que les présentes observations, afin que l'on sache quelles sont les mesures qui ont été prises pour appliquer la Convention et celles qui restent à prendre pour assurer aux femmes l'égalité de fait avec les hommes.
